

# «Le Bio est un élément important pour l'avenir»

Les producteurs bio devront aussi trouver leur voie dans la politique agricole 2014-2017, explique Bernard Lehmann, le directeur de l'Office fédéral de l'agriculture, mais ils auront moins de mesures à prendre que l'agriculture conventionnelle. L'approche globale de l'agriculture biologique en fait une solution d'avenir à condition qu'elle ne s'accroche pas à des normes dépassées.

**bio actualités:** *La question la plus épineuse d'abord – Qu'est-ce que vous pensez de l'agriculture biologique?*

**Bernard Lehmann:** L'agriculture biologique est un élément important pour l'avenir, s'il s'agit de la question de la manière dont l'humanité utilise les ressources naturelles pour produire des denrées alimentaires.

*Qu'entendez-vous par élément important?*

On a besoin de relier adroitement des éléments de l'agriculture biologique et de la production intégrée. Nous ne pouvons ni prétendre que l'agriculture biologique soit la seule solution ni conserver à long terme le modèle de l'agriculture conventionnelle.

*Et quels éléments de l'agriculture biologique considérez-vous comme particulièrement importants?*

Je sais de par mon expérience agroéconomique, scientifique et personnelle à quel point l'approche globale est importante: Plus nous tenons compte d'un grand nombre d'interactions plus nous pouvons les utiliser. L'agriculture biologique sait bien comment utiliser ces interactions systémiques. Quand on fait le contraire et qu'on intervient avec des mesures isolées, cela provoque très souvent et à la ronde des réactions inattendues du système, et le problème n'est probablement pas aussi bien résolu à long terme que ce qu'on espérait.

*Quels éléments de l'agriculture biologique aimeriez-vous laisser de côté?*

L'agriculture biologique épuise à long terme les réserves de certains éléments nutritifs du système. Surtout dans l'agriculture sans bétail où le cycle animal manque. Les récoltes exportent quand même des éléments nutritifs hors des champs. L'état initial finit par se dégrader s'ils ne sont pas remplacés par des apports externes. On parle ici de *mining the soil* (épuiement des sols). C'est un problème à long terme par exemple en Afrique.

*L'agriculture biologique n'interdit pas les apports de phosphore, et le problème se pose pour toute l'agriculture: Les réserves mondiales de phosphore et de potasse dureront encore deux ou trois cents ans...*

... exactement. Et, justement pour le phosphore, on devient très vite dépendants de la Chine. La diminution des réserves n'a d'ailleurs plus rien à voir avec le fait de faire de l'agriculture biologique ou non, mais avec la manière d'utiliser ces matières. Il y a aussi des gouffres comme les farines animales ou les boues d'épuration qui contiennent beaucoup d'éléments nutritifs importants

que nous devrions pouvoir réutiliser. C'est ça que je veux dire. Le bio a énormément à offrir – mais peut-être pas assez.

*Est-ce que l'utilisation pertinente des ressources fait aussi partie des thèmes de la politique agricole 2014-2017?*

La PA 2014-2017 recense pour la première fois en détail les objectifs pas ou pas complètement atteints qui découlent des buts de la Constitution fédérale. Il s'agit surtout de l'utilisation efficiente de nos

**«Les mesures isolées provoquent souvent des réactions inattendues du système.»**

ressources, de ne pas accabler l'environnement avec des externalités négatives et de mettre à disposition de la société des externalités positives. Tout système alimentaire durable comprend non seulement la production agricole mais aussi le marché. Sur ce plan, la PA 2014-2017 veut par exemple favoriser l'identification des produits durables. Notre but est que le consommateur paye quelque chose pour les prestations environnementales, comme il le fait déjà pour l'agriculture biologique. Cela permettrait par exemple de recenser et de déclarer la consommation d'énergie. La situation actuelle exige de réfléchir aux conséquences de la consommation de ressources pour la production alimentaire. La PA 2014-2017 apporte des progrès dans ce domaine, mais ce n'est pas encore le bout du voyage.

*Cela signifie-t-il concrètement que Bio Suisse pourrait déposer un projet, p. ex. produire des pommes de terre en émettant le moins possible de CO<sub>2</sub>?*

Ou de la viande de bœuf avec compensation des gaz à effet de serre. J'aimerais rompre une lance pour la problématique du méthane, qui soumet l'agriculture à de très rudes critiques. Il y a déjà des approches, par exemple l'agroforesterie, qui s'attaquent à ce problème. Il faut bien

Photo: zvg



Bernard Lehmann (né en 1954) est le nouveau directeur de l'Office fédéral de l'agriculture depuis le 1er juillet 2011. Avant il était titulaire de la chaire d'économie agricole à l'École polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ).



Photo: zvg

«La pression sur le crédit-cadre va sûrement augmenter maintenant que le Parlement a stoppé les négociations sur le libre-échange agricole avec l'UE», prévient Bernard Lehmann.

sûr plusieurs centaines d'arbres pour compenser les gaz à effet de serre d'un troupeau de bovins, mais des systèmes de ce genre existent déjà aux USA. Nous devons faire attention de ne pas nous faire dépasser par la bande sur ce terrain. Je redoute

### «L'agriculture biologique épuise à long terme les réserves de certains éléments nutritifs du système.»

le jour où la viande «à émissions de méthane compensées» d'Amérique du Sud ou des USA sera dans nos magasins alors que nous n'aurons rien de comparable. Le conservatisme de nos milieux agricoles est tout de même parfois désespérant.

*Cela serait-il possible économiquement?*

Une récente thèse de doctorat montre que c'est économiquement possible si la viande de bœuf peut être vendue un franc de plus au kilo de poids mort. Cela ne renchérirait le steak que de 10 à 40 centimes. On a aussi demandé à 22'000 consommateurs s'ils seraient prêts à payer un peu plus cher pour cela, et une bonne partie a répondu positivement. La démarche sera d'autant plus crédible pour les consommateurs que les émissions de méthane seraient compensées sur place. Voici donc mon app

à l'agriculture biologique: Les paysans bio devraient faire partie des pionniers dans ce domaine.

*Si la politique agricole 2014-2017 se met en place telle qu'elle est prévue, la plupart des paysans bio devraient aussi participer au nouveau programme pour recevoir autant ou plus de paiements directs que maintenant, n'est-ce pas?*

Les paysans bio ont de nombreuses possibilités, par exemple celle de participer aux programmes d'économies des ressources ou celle de fournir davantage de prestations de biodiversité. Ils peuvent aussi augmenter leur proportion de surfaces écologiques, améliorer leur qualité écologique et les mettre en réseau. Les paysans bio peuvent aussi contribuer à la qualité du paysage puisque leurs rotations des cultures diversifient le paysage.

*Mais il y en a déjà qui plantent des haies, ont une grande proportion de surfaces écologiques, en ont amélioré la qualité écologique et les ont mises en réseau. Pourquoi donc s'en sortent-ils moins bien qu'avec l'ancien système?*

C'est fondamentalement une question de l'objectif de la politique agricole, qui dit que toutes les exploitations agricoles doivent prendre des mesures mais les bio un peu moins que les conventionnelles.

Le cadre financier des paiements directs reste du même ordre de grandeur, donc la somme des moyens alloués à l'agriculture reste stable. Ceux qui exploiteront à fond les possibilités des programmes ne recevront donc certainement pas moins de paiements directs qu'avant. Un déplacement des moyens financiers vers les régions de montagne est toutefois possible – toujours en admettant que toutes les exploitations se modifient dans la même proportion. Si c'est le cas, les pay-

### «Le conservatisme de nos milieux agricoles est parfois désespérant.»

sans de montagne recevraient un peu plus de paiements directs et les agriculteurs de plaine un peu moins.

*Autrement dit, les paysans doivent fournir plus de prestations pour recevoir la même enveloppe financière?*

Pas forcément. En tant qu'agriculteur, je dois mieux répondre aux besoins de la société. Si je produis de la qualité écologique au lieu de calories, cela ne me donne pas simplement plus de travail, mais je fais une chose à la place d'une autre. Admettons qu'un agriculteur entretienne un hectare de prairie écologique. Il devra à

l'avenir se préoccuper davantage des possibilités d'améliorer sa qualité écologique. Ceux qui le feront de manière professionnelle pourront en retirer des profits. Ceux qui ne le veulent pas ne devront pas fournir ces prestations. Les engraisseurs de bovins qui veulent continuer de travailler avec beaucoup de concentrés pourront

**«Toutes les exploitations agricoles doivent prendre des mesures, mais les bio un peu moins que les conventionnelles.»**

continuer de le faire, mais ils ne recevront certainement pas de contributions pour la production à base d'herbe. En d'autres mots, rien ne doit être fait en plus sans que ce soit payé.

*Est-ce que les contributions seront réclamées, ou est-ce qu'il y a un risque à long terme d'une diminution du budget agricole?*

L'argent reste tout d'abord dans les contributions à la transition, qui démarrent avec 450 millions de francs. Nos calculs modélisés montrent que, dans les quatre premières années, environ 170 millions

de francs seront transformés en contributions liées à des prestations, ce qui représente chaque année 40'000 hectares avec de nouvelles prestations d'intérêt général. Les 300 millions restants devraient en fait aussi rester dans le crédit-cadre, mais la pression exercée sur le crédit-cadre va sûrement augmenter maintenant que le Parlement a accepté la motion Darbellay et stoppé les négociations sur le libre-échange agricole avec l'UE.

*Bio Suisse demande un plan d'action pour l'agriculture biologique en se référant aux expériences positives des pays voisins. L'Office fédéral de l'agriculture a jusqu'ici refusé cette idée. Pourquoi?*

Et qu'est-ce que ce plan d'action devrait contenir?

*Une amélioration des conditions-cadres pour les producteurs qui font de l'agriculture biologique, par exemple par l'augmentation de la recherche fondamentale financée par l'État, la sélection végétale et animale biologique ou l'augmentation des paiements directs pour l'agriculture biologique. La poursuite du développement du système conventionnel a quand même*

*été soutenue par l'État pendant des décennies. Le secteur bio a un urgent besoin de rattrapage dans ce domaine: Les agriculteurs ont par exemple besoin de méthodes pour contrer les pertes récurrentes dues au méligèthe du colza, ou encore d'une race de poule pondeuse bio dont les poussins mâles ne doivent pas obligatoirement être tués à la naissance.*

Une grande partie de notre recherche est maintenant utilisable par l'agriculture biologique. Comme je l'ai déjà dit, je considère l'agriculture biologique comme un système de production où on fait probablement moins de choses qui ne me plaisent pas: Il y a moins de production animale de masse, la relation avec les bêtes est plus forte, il y a davantage de prestations environnementales, il y a moins

**«La philosophie des cycles pourrait sans problème s'élargir un peu.»**

d'additifs dans les produits transformés. L'autre manière de voir les choses dit que, quand on réduit les choses aux molécules qui les composent, cela ne joue pas de rôle si elles viennent de la production biologique ou si elles ont été produites grâce à l'ingénierie génétique. L'agriculture biologique interdit des choses sur la base des connaissances que nous avons il y a cent ans.

*Il s'est cependant avéré après-coup que ce savoir avait été tout à fait utile. L'agriculture biologique a depuis toujours moins pollué les nappes phréatiques avec des pesticides ou avait déjà dans le temps une plus grande biodiversité.*

Il est vrai qu'une partie s'est par la suite avérée visionnaire, mais la question de savoir s'il sera à l'avenir encore possible de modifier les normes de l'agriculture biologique et de poursuivre leur développement reste ouverte. Il faudrait vraiment une discussion intensive sur ce point, mais certains représentants de l'agriculture biologique ne sont pas prêts à en discuter. Et là je ne parle pas de l'ingénierie génétique mais de l'exemple des cycles. L'entreprise agricole est tout de même une création artificiellement délimitée. La philosophie des cycles pourrait sans problème s'élargir un peu, par exemple sur le plan régional, ce qui permettrait à l'agriculture biologique de réaliser plus d'avantages économiques sans pour autant abandonner les lignes directrices du système global ou des cycles fermés.

Interview: Stephan Jaun

PUBLICITÉ

**L'alternative**  
pour votre  
**argent.**

La Banque Alternative Suisse est spécialisée dans le financement du secteur des énergies renouvelables.

 **BANQUE ALTERNATIVE SUISSE**

Pour une véritable alternative:  
T 021 319 91 00  
[www.bas.ch](http://www.bas.ch)

social durable  
alternative  
solidaire équitable